



PIVETEAU BOIS



# Installation de traitement du bois (97224) Demande d'enregistrement ICPE

P.J n°15 – Compatibilité aux plans, schémas et programmes



Rapport n°131361/ Version A –Septembre 2024



Antea Group  
7 lotissement Olivier  
Quartier Acajou  
97232 Le Lamentin

[www.anteagroup.fr/fr](http://www.anteagroup.fr/fr)

## Fiche signalétique

### Installation de traitement du bois (97224)

#### P.J n°15 – Compatibilité aux plans, schémas et programmes

CLIENT	SITE
<b>PIVETEAU BOIS</b>	<b>VIVRE EN BOIS</b>
Lieu-Dit Pays Noyé 97 224 DUCOS MARTINIQUE	Lieu-Dit Pays Noyé 97 224 DUCOS MARTINIQUE
Jérôme FLAMENT +596 696 77 09 94 jerome.flament@vivreenbois.com	

### RAPPORT D'ANTEA GROUP

Responsable du projet	Charles ANRETARD
Interlocuteur commercial	Charles ANRETARD
	Implantation de Martinique
Implantation chargée du suivi du projet	05.96.70.75.00 martinique-fr@anteagroup.fr
Rapport n°	131361
Version n°	A
Votre commande et date	BPA du 20/02/24
Projet n°	MTQP240009

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	ANRETARD C.	Ingénieur d'étude	Juillet 2024	CA
Relecture	JARDIN L.	Ingénieure de projet	Juillet 2024	LJ
Approbation	JOBARD.A	Directeur agence	Juillet 2024	AJ

## Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
<b>A</b>	Juillet 2024	19	0	Version initiale

## 1. Résumé sur l'articulation du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17 à 20, 23 et 24 de l'article R.122-17-I et les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36

Plans, schémas et programmes	Projet concerné ?
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux	Oui
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux	Non Pas de SAGE en vigueur en Martinique
Schéma régional des carrières	Non Le projet n'est pas un projet de carrière et n'est pas directement lié aux activités de carrière
Plan national de prévention des déchets	Oui
Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	Non
Plan régional de prévention et de gestion des déchets	Oui
Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	Non N'entre pas dans le cadre du projet
Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non N'entre pas dans le cadre du projet
Mesures du Plan de Protection de l'Atmosphère de Martinique	Oui Commune de Ducos concernée par le PPA

## 2. Compatibilités aux dispositions des plans, schémas et programmes impactant le projet

### 2.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

La gestion des eaux du territoire s'établit au travers du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Martinique en vigueur, approuvé le 17 mai 2022 pour la période 2022-2027.

Ce document de planification, introduit par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, définit pour 6 ans les priorités de la politique de l'eau dans le bassin de la Martinique :

Il précise les orientations de la politique de l'eau dans le bassin pour une gestion équilibrée et durable de la ressource ;

Il donne des échéances pour atteindre le bon état des masses d'eau ;

Il préconise ce qu'il convient de faire pour préserver ou améliorer l'état des eaux et des milieux aquatiques.

Le SDAGE a pour vocation d'encadrer le choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Le SDAGE est doté d'une portée juridique et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles avec ses dispositions.

Le SDAGE de la Martinique 2022-2027 définit les quatre orientations fondamentales (OF) suivantes :

- Orientation 1 : Concilier les usages humains et les besoins des milieux aquatiques ;
- Orientation 2 : Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ;
- Orientation 3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables ;
- Orientation 4 : Connaître pour mieux gérer l'eau et agir sur les comportements.

Le projet de PIVETEAU BOIS est notamment concerné par différentes dispositions du SDAGE qui sont détaillées dans le tableau de synthèse ci-après.

Orientation fondamentale	Sous-orientation	Dispositions	Contenu	Positionnement du projet
OF 1 : Concilier les usages humains et les milieux aquatiques	Sous-Orientation C. Sécuriser et diversifier la ressource en eau	Disposition I-C-4. Justifier, pour tout prélèvement d'eau, le choix de l'origine de la ressource et son impact	Tout projet de prélèvement d'eau, soumis au régime d'autorisation ou de déclaration de la nomenclature loi sur l'eau, annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement doivent comporter un volet justifiant le choix de l'origine de la ressource et son impact vis-à-vis du débit maximum exploitable et du respect des objectifs quantitatifs du SDAGE. Cette justification doit être présentée au regard du changement climatique et des perspectives d'impact dans ce contexte.	Le volume de prélèvement en eau prévu dans le cadre du projet est inférieur aux seuils de déclaration et d'autorisation.
OF 2 : Reconquérir la qualité de l'eau et des milieux aquatiques	Sous-Orientation A. Diminuer les pollutions domestiques et urbaines	Disposition II-A-6. Définir la pluie de projet des systèmes d'assainissements (y compris ICPE)	Pour les projets d'ICPE soumis à déclaration, enregistrement ou autorisation, le fonctionnement de l'aménagement pour des pluies supérieures à la pluie de projet à définir doit être précisé dans les pièces réglementaires exigées.	Les éléments assurant la gestion des eaux pluviales sur le périmètre ICPE sont détaillés au sein de la PJ n°1.
		Disposition II-A-8. Proposer des alternatives aux rejets dans les milieux des eaux usées traitées et des effluents traités par les ICPE	Les études d'incidences environnementales ainsi que les documents d'incidence relatifs aux projets d'assainissement (dossiers de déclaration), ou les études d'impacts s'il y a lieu, comportent, telle que prévue respectivement dans les articles R181-14, R214-32 et R122-5, du code de l'environnement, une analyse spécifique des alternatives au rejet direct des eaux traitées dans les milieux aquatiques (infiltration, réutilisation des eaux usées, etc.). Cette analyse doit également prendre en compte l'état du milieu récepteur et son objectif d'état s'il s'agit d'une masse d'eau. De même, lorsque le rejet est envisagé dans une ravine, sèche au moins une partie de l'année, il doit être prévu d'étudier la faisabilité de	Le projet ne prévoit pas le rejets des effluents en milieu naturel (circuit fermé : réinjection des eaux dans le process d'imprégnation)

Orientation fondamentale	Sous-orientation	Dispositions	Contenu	Positionnement du projet
			l'infiltration du rejet. Lorsque celle-ci n'est pas possible, le recours à l'ingénierie écologique sera privilégié. Les projets de réutilisation des eaux usées traitées doivent être développés. En 2020, une étude a été menée pour évaluer le potentiel de l'île en termes de Réutilisation d'Eaux Usées traitées, auprès de certaines industries (distilleries par exemple) ou de stations de traitement des eaux usées.	
	Sous-Orientation D. Lutter contre l'érosion	Disposition II-D-2. Engager les acteurs de l'aménagement, y compris le Public, à lutter contre le phénomène de ruissellement des eaux et contre l'érosion des sols	Les porteurs de projets, les aménageurs et les entrepreneurs s'engagent davantage à apporter un plan de gestion des ruissellements en phase travaux et en phase vie du bâtiment (collecte des eaux pluviales).	Le plan détaillant la gestion des eaux pluviales en phase de vie du bâtiment est joint en PJ n°21.  Lors de la phase travaux, un plan de collecte des eaux pluviales sera réalisé et mis à disposition du service instructeur.
OF 3 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables	Sous-Orientation III-C. Protéger les mangroves et les zones humides	Disposition III-C-2. Préserver les zones humides ayant un intérêt environnemental particulier (ZHIEP)	Toutefois, si un projet soumis à une procédure de la loi sur l'eau est susceptible de porter atteinte à une de ces zones, il doit démontrer qu'il n'existe pas de solution alternative constituant une meilleure option environnementale, et dans ce cas, proposer des mesures compensatoires. En cas de destruction de mangrove ou de zones humides, le maître d'ouvrage recrée ou restaure une zone humide sur une surface cinq fois supérieure à la surface perdue et une équivalence de fonctionnalité.	Le projet ne comprend pas de rejets au sein de la ZHIEP au nord, ni son altération, ni sa destruction ou la réalisation d'ouvrages, travaux ou activités dans cette zone. Il n'est donc pas susceptible de porter atteinte à cette zone.

Orientation fondamentale	Sous-orientation	Dispositions	Contenu	Positionnement du projet
	Sous-Orientation III-D. Favoriser la gestion concertée et la bonne gouvernance	Disposition III-D-6. Intégrer un volet "incidence sur le milieu marin" dans les dossiers réglementaires	Les études d'incidences ou études d'impact des installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis au régime d'autorisation ou de déclaration au titre des articles L214-1 et suivants du Code de l'Environnement ou de la législation des ICPE comportent, dans le cadre des articles R181-14, R214- 32 et R122-5, du code de l'environnement, une description des incidences attendues du projet sur le milieu marin. Ce volet doit être intégré impérativement dès lors qu'un projet présente un risque d'impacter, directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une rivière, un cours d'eau, une ravine ou un exutoire d'eaux pluviales notamment) le milieu marin. Le Parc Naturel marin a également un avis de conformité sur ces projets ayant un impact notable (recherche de compatibilité avec son plan de gestion).	La présent dossier d'enregistrement inclue une description des incidences du projet sur le milieu marin.



## 2.2. Plan National de Prévention des Déchets (PNPD)

Un plan national de prévention des déchets est établi par le ministre chargé de l'environnement. Pour atteindre les objectifs visés à l'article L. 541-1, le plan comprend :

- Les objectifs nationaux et les orientations des politiques de prévention des déchets ;
- L'inventaire des mesures de prévention mises en œuvre ;
- Une évaluation de l'impact de ces mesures sur la conception, la production et la distribution de produits générateurs de déchets, ainsi que sur la consommation et l'utilisation de ces produits ;
- L'énoncé des mesures de prévention qui doivent être poursuivies et des mesures nouvelles à mettre en œuvre ;
- La détermination des situations de référence, des indicateurs associés aux mesures de prévention des déchets et la méthode d'évaluation utilisée.

Les dispositions du PNPD 2021-2027 ont pour objet :

- En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets (3RVE) consistant à privilégier, dans l'ordre : Réduction Réutilisation Recyclage Valorisation Elimination ;
- D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume ;
- D'assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et de gestion des déchets, sous réserve des règles de confidentialité prévues par la loi, ainsi que sur les mesures destinées à en prévenir ou à en compenser les effets préjudiciables.

Ces dispositions sont traduites à travers les objectifs suivants :

Objectifs du PPND 2021-2027	Compatibilité du projet
Axe 1 – Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et services	
1.1 Mobiliser les filières à responsabilité élargie du producteur (REP)	Non concerné par l'objectif : entreprise privée hors secteur des déchets
1.2 Mobiliser les acteurs économiques	
1.2.1 Intégrer la prévention des déchets et les démarches d'éco-conception dans les accords volontaires établis entre l'Etat et les secteurs économiques, notamment dans les secteurs de l'agrofourriture et de la pêche	Non concerné par l'objectif : entreprise privée hors secteur des déchets, de l'agrofourriture et de la pêche
1.2.2 Prévenir la teneur en substances dangereuses des matériaux et des produits, en incitant les fabricants à substituer les substances dangereuses dans les objets du quotidien	La société PIVETEAUBOIS ne fabrique pas des produits du quotidien. Au niveau du bois traité vendu, le produit de traitement qui sera utilisé a été préféré à d'autres pouvant représenter un risque pour la santé humaine par leurs composants (...). PIVETEAUBOIS travaille en continu à la recherche et au développement de solutions de produits dangereux par d'autres qui le sont moins.
1.2.3 Supprimer les huiles minérales dans les emballages et les impressions à destination du public	Non Concerné par l'objectif
1.2.4 Accompagner les entreprises pour produire mieux avec moins de ressources et à maîtriser leurs déchets en leur mettant à disposition des guides opérationnels	Non concerné par l'objectif : entreprise privée
1.2.5 Soutenir l'innovation, accompagner les démarches d'investissement dans l'écoconception des produits et services développés par entreprises	Non concerné par l'objectif : entreprise privée hors secteur des déchets
1.3 Lutter contre l'obsolescence des produits	Les directives de cet objectif visent particulièrement les producteurs d'équipements électroniques, d'outils informatiques et logiciels. PIVETEAUBOIS n'est pas concerné par ces directives
Axe 2 – Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation	Les directives de cet objectif visent particulièrement les producteurs d'équipements électroniques (smartphones, tablettes, ordinateurs etc.) PIVETEAUBOIS n'est pas concerné par ces directives

Objectifs du PPND 2021-2027	Compatibilité du projet
Axe 3 – Développer le réemploi et réutilisation	
3.1 Mobiliser les filières REP et les acteurs économiques en faveur du réemploi et de la réutilisation	Non concerné par l'objectif : entreprise privée hors secteur des déchets
3.2 Faciliter la mise à disposition de gisement pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les associations	
3.2.1 Installer des zones de réemploi dans les déchetteries	Non concerné par l'objectif : entreprise privée hors secteur des déchets
3.2.2 Faciliter le don aux associations (d'inventus, de matériel médical) à travers la mise en place de conventions de don.	L'exploitant ne dispose de matériels médicaux. Au cours de la vie du site et en fonction des projets présentés, des dons de bois auprès d'associations pourront être mis en place.
3.3 Renforcer le suivi du réemploi et de la réutilisation	
3.3.1 Mettre en place l'observatoire du réemploi et de la réutilisation	Non concerné par l'objectif : entreprise privée
AXE 4 – Lutter contre le gaspillage	
4.1 Réduire les produits à usage unique	
4.1.1 Développer la vente en vrac et inciter à l'usage de contenants et d'emballages réutilisables dans les commerces	Non concerné par l'objectif qui s'adresse plus particulièrement aux épiceries, restaurants e autres commerces de produits alimentaires.
4.1.2 Réduire les emballages jugés excessifs en impliquant les consommateurs	
4.1.3. Engager les secteurs économiques à réduire l'usage unique dans le cadre d'accords volontaires (vente à emporter, restauration livrée, évènementiel, autres)	Non concerné par l'objectif : entreprise privée
4.1.4 Interdire les produits en plastique à usage unique lorsque des alternatives sont disponibles, présenter à la vente les fruits et légumes sans conditionnement en plastique, mettre fin à la vaisselle jetable dans la restauration rapide sur place	Non concerné par l'objectif qui s'adresse plus particulièrement aux épiceries, restaurants e autres commerces de produits alimentaires
4.1.5 Réduire la consommation de bouteilles de boissons en plastique, notamment dans les établissements recevant du public (ERP), les locaux professionnels ou dans le cadre d'évènements culturels ou sportifs :	L'activité projeté n'engendre pas une production significative de ce type de déchets (Pas de vente de produits alimentaires). Les employés sur le site disposent de fontaines et sont invités à utiliser des bouteilles, gourdes et verres réutilisables.

Objectifs du PPND 2021-2027	Compatibilité du projet
<ul style="list-style-type: none"> <li>o En mettant fin à la distribution gratuite de bouteilles en plastique contenant des boissons (ERP et locaux professionnels),</li> <li>o En installant des fontaines à eau facilement accessibles pour le public (ERP)</li> <li>o Fin des clauses contractuelles imposant la fourniture ou l'utilisation de bouteilles en plastique à usage unique (événements festifs, culturels ou sportifs)</li> </ul>	
4.1.6 Investir pour la réduction, le réemploi ou le développement de solutions de substitution pour le plastique	L'activité projeté n'engendre pas une production significative de ce type de déchets (Pas de vente de produits alimentaires). Les employés sur le site disposent de fontaines et sont invités à utiliser des bouteilles, gourdes et verres réutilisables.
4.2 Limiter les impacts environnementaux associés à la production et la consommation de produits contenant des matières plastiques	Le projet ne comprend pas la production de biens contenant des matières plastiques. Les consommables en plastiques (récipients/ IBC, emballages) sont éliminées au sein de filières adaptées.
4.3 Agir contre le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne alimentaire	Le projet ne prend pas place au sein de la chaîne alimentaire (pas de vente, d'entreposage ou de productions de denrées alimentaires sur le site).
4.4 Agir contre le gaspillage des produits non-alimentaires	
4.4.1 Interdire l'élimination de produits non-alimentaires neufs invendus	Des actions favorisant la vente seront mises en place. La réutilisation et le don des invendus seront privilégiés.
4.4.2 Interdire la distribution d'échantillons gratuits dans le cadre de démarches commerciales, sauf demande des consommateurs	Non concerné par l'objectif, l'activité du site ne prête pas à ce type de démarches commerciales.
4.4.3 Réduire les imprimés publicitaires non sollicités en renforçant le dispositif « stop pub », apposé sur les boîtes aux lettres	Non concerné par l'objectif : entreprise privée
4.4.4 Mettre en place des campagnes de communication à destination du grand public pour sensibiliser à la prévention des déchets, y compris de prévention des dépôts sauvages.	Non concerné par l'objectif : entreprise privée

Objectifs du PPND 2021-2027	Compatibilité du projet
Axe 5 – Engager les acteurs publiques dans des démarches de prévention des déchets	Non concerné par l'objectif : entreprise privée

## 2.2.1. Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM)

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM) a pour objectif de coordonner à l'échelle du territoire les actions entreprises par l'ensemble des parties prenantes concernées par la prévention et la gestion des déchets. Il couvre la totalité du territoire de la Martinique.

Le Plan fixe des objectifs de prévention, de gestion et de traitement pour tous les types de déchets à des échéances de 6 et 12 ans. L'année de référence du plan est 2016. Les objectifs sont présentés ci-dessous :

OBJECTIFS	
<b>PREVENTION</b>	Diminuer de 10% les déchets ménagers assimilés d'ici 2025 par rapport à 2010
	Réduire la production de déchets d'activités économiques par unité de valeur produite
	Réduire la part des déchets dangereux dans les ordures ménagères
	Limiter l'évolution des déchets des chantiers du BTP
<b>VALORISATION</b>	Atteindre 65% de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation matière ou organique en 2025
	Optimiser la collecte des déchets dangereux
	Orienter 70% des déchets des chantiers du BTP vers la valorisation matière
	Promouvoir la valorisation énergétique des déchets
<b>GESTION DES DECHETS RESIDUELS</b>	Réduire la quantité de déchets orientés vers le stockage de 30% en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010
	Réduire de 25% la quantité de déchets en incinération sans valorisation énergétique en 2030 et de 50% en 2035 par rapport à 2010

Le projet de plan et son rapport environnemental ont été approuvés à l'unanimité par la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du PPGDM le 19 février 2019 et transmis pour avis au Préfet, à la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), aux Présidents de la Région Guadeloupe et de la Collectivité Territoriale de Guyane, aux EPCI compétentes en matière de gestion des déchets et à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE).

Le plan et le rapport environnemental après enquête publique du 2/09/2019 au 4/10/2019, a été approuvé en novembre 2019.

Les principales mesures du plan sont présentées au sein du tableau ci-après.

Mesures du PPGDM	Compatibilité du projet
<p>Déchets ménagers et assimilés (DMA)</p> <p>Principales actions prévues dans le Plan:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cohérence de la communication sur la prévention des déchets en harmonisant les consignes pour une même information sur tout le territoire</li> <li>• Améliorer la connaissance du réemploi et des acteurs du réemploi pour développer faciliter le recours à la réparation</li> <li>• Coordonner la création de ressourceries/recycleries</li> <li>• Développer l'éco-exemplarité au sein des administrations publiques</li> <li>• Développer la consigne pour le réemploi et/ou le recyclage et les pratiques éco responsables (utilisation de couches et protection lavables, promotion du vrac, des recharges, utilisation de poules...)</li> <li>• Optimiser la reprise du « 1 pour 1 » (récupération gratuite par le distributeur)</li> <li>• Lutter contre le gaspillage alimentaire</li> <li>• Accompagner les usagers dans le développement du jardinage zéro déchets et du compostage de proximité, y compris en habitats collectifs</li> </ul>	<p>L'activité sur le site ne sera pas concernée directement ou indirectement par ces actions.</p>
<p>Déchets d'activités économiques (DAE)</p> <p>Principales actions prévues dans le Plan:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter l'efficacité de la communication en travaillant dans la durée avec une communication répétitive et en ciblant les personnes, en</li> </ul>	<p>Le tri des déchets selon le décret 5 flux sera mis en place sur le site de façon à pouvoir participer à la collecte et reconversion des déchets valorisables sur le territoire.</p> <p>L'activité sur le site ne sera pas concernée directement ou indirectement par les autres actions de cette mesure.</p>

Mesures du PPGDM	Compatibilité du projet
<p>adaptant les supports de communication et en renforçant la communication de proximité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre l'extension des consignes de tri à tous les emballages en adaptant ou en créant un centre de tri capable de gérer les nouvelles résines collectées</li> <li>• Améliorer la collecte du verre, du textile, des cartons des professionnels et des papiers de bureau en densifiant les points d'apport volontaires verre et textiles, et en développant les collectes</li> <li>• Augmenter le nombre de déchèteries à 22 sur le territoire, optimiser les sites existants et créer 3 déchèteries professionnelles</li> <li>• Rechercher les possibilités de valorisation des mâchefers</li> <li>• Etudier la mise en place de la tarification incitative</li> <li>• Améliorer la connaissance des gisements de déchets d'activités économiques avec le développement de l'observatoire des déchets existant</li> <li>• Développer l'exemplarité des structures publiques vis-à-vis du tri et du recyclage</li> <li>• Faire respecter la réglementation en vigueur et notamment le décret 5 flux qui oblige les professionnels à séparer les déchets valorisables</li> <li>• Optimiser les performances de collecte des biodéchets sur les zones desservies</li> </ul>	
<p>Déchets dangereux (DD)</p> <p>Principales actions prévues dans le Plan:</p>	<p>L'activité sur le site ne sera pas concernée directement ou indirectement par ces actions.</p>



Mesures du PPGDM	Compatibilité du projet
<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la connaissance des gisements pour mieux gérer et anticiper les flux de déchets à venir</li> <li>Former et informer les usagers sur les déchets dangereux</li> <li>Généraliser l'accueil des déchets dangereux sur les déchèteries et former les agents d'accueil à la gestion des déchets dangereux</li> <li>Poursuivre la communication sur les DASRI (déchets d'activités de soin à risques infectieux)</li> <li>Poursuivre et intensifier les actions des filières REP opérationnelles (piles, panneaux photovoltaïques,)</li> <li>Développer de nouvelles filières REP (bateaux de plaisance hors d'usage, Gaz fluorés, déchets pyrotechniques, déchets agricoles ...)</li> <li>Renforcer la filière de gestion des déchets amiantés et structurer la filière VHU</li> </ul>	
Déchets du BTP	<p>L'activité n'engendre pas la production significative de déchets du secteur du BTP.</p> <p>Les déchets produits lors de la phase de travaux seront dirigés vers des filières adaptées.</p>
Déchets issus du traitement des eaux et du littoral	<p>L'activité n'engendre pas ce type de déchets sur le site de manière significative (pas de STEP sur le site ou en projet). Les boues issues des actions ponctuels de récurage du séparateur d'hydrocarbures seront éliminées au sein de filières adaptées.</p>
<p>Valorisation énergétique</p> <p>Principales actions prévues dans le Plan:</p>	<p>L'activité sur le site ne sera pas concernée directement ou indirectement par ces actions.</p>

Mesures du PPGDM	Compatibilité du projet
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Orienter les refus du traitement mécano-biologique (TMB) en cours de réalisation vers la valorisation énergétique</li> <li>• Etudier la possibilité de conversion du TMB vers une unité de préparation de Combustibles Solides de Récupération (CSR)</li> <li>• Améliorer la performance énergétique de l'incinérateur de Fort de France en réalisant des travaux sur l'installation</li> </ul>	
Déchets résiduels	Le projet n'est pas concerné par ce type de déchets.

## 2.2.2. Mesures du Plan de Protection de l'Atmosphère

Le PPA est un outil de planification qui vise à reconquérir et à préserver la qualité de l'air sur le territoire. Instauré par la loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie) en 1996, il est juridiquement opposable, et doit être élaboré dans certaines zones, dans les trois cas suivants :

- La zone connaît des dépassements des valeurs limites et/ou des valeurs cibles de la qualité de l'air ;
- La zone risque de connaître des dépassements ;
- La zone englobe une ou plusieurs agglomérations de plus de 250 000 habitants où des objectifs doivent alors « ramener à l'intérieur des agglomérations de plus de 250 000 habitants ou des zones où les valeurs limites sont dépassées ou risquent de l'être, les niveaux de concentrations en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites ».

A l'échelle d'un territoire, le plan de protection de l'atmosphère (PPA) a pour objectif de ramener la concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau conforme aux normes de qualité de l'air.

Le territoire de la Martinique possède un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) arrêté par le préfet le 21 août 2014. Ce plan s'étend sur 17 communes de la Martinique dont la commune de Ducos.

Les mesures prises dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère applicables aux industries sont décrites dans la fiche n°4 du PPA et reprises ci-après :

Mesures du PPA	Conformité du projet
Diminuer l'impact de l'activité des carrières et du transport des matériaux	Non Concerné
Amélioration des connaissances sur les émissions de l'industrie	
Action 27 : Évaluer les gains d'émissions obtenus avec la mise en place de la nouvelle centrale EDF	Non concerné par le projet
Action 28 : Améliorer les connaissances autour des installations les plus émettrices	Les installations les plus émettrices sont désignées comme étant les installations de combustion, l'usine du Galion et les distilleries).  Le projet n'est donc pas concerné par cette action
Action 29 : Appliquer les meilleures technologies disponibles (MTD) aux installations ICPE	Le projet ne relève pas de la directive IED comme expliqué au sein de la PJ n°1, il n'est donc pas soumis aux MTD

## Observations sur l'utilisation du rapport

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable. Les incertitudes ou les réserves qui seraient mentionnées dans la prise en compte des résultats et dans les conclusions font partie intégrante du rapport.

En conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou d'une reproduction partielle de ce rapport et de ses annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'Antea Group ne sauraient engager la responsabilité de celui-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

Les résultats des prestations et des investigations s'appuient sur un échantillonnage ; ce dispositif ne permet pas de lever la totalité des aléas liés à l'hétérogénéité des milieux naturels ou artificiels étudiés. Par ailleurs, la prestation a été réalisée à partir d'informations extérieures non garanties par Antea Group ; sa responsabilité ne saurait être engagée en la matière.

Antea Group s'est engagé à apporter tout le soin et la diligence nécessaire à l'exécution des prestations et s'est conformé aux usages de la profession. Antea Group conseille son Client avec pour objectif de l'éclairer au mieux. Cependant, le choix de la décision relève de la seule compétence de son Client.

Le Client autorise Antea Group à le nommer pour une référence scientifique ou commerciale. A défaut, Antea Group s'entendra avec le Client pour définir les modalités de l'usage commercial ou scientifique de la référence.

Ce rapport devient la propriété du Client après paiement intégral de la mission, son utilisation étant interdite jusqu'à ce paiement. A partir de ce moment, le Client devient libre d'utiliser le rapport et de le diffuser, sous réserve de respecter les limites d'utilisation décrites ci-dessus.

Pour rappel, les conditions générales de vente ainsi que les informations de présentation d'Antea Group sont consultables sur : <https://www.anteagroup.fr/fr/annexes>

